

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG132/4
6 décembre 2004

(04-5359)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET LA CROATIE

Questions et réponses

La communication ci-après, datée du 30 novembre 2004, est distribuée à la demande des délégations des États de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) et de la Croatie.

Le présent document reproduit les questions adressées aux Parties et les réponses communiquées, suivant l'ordre de présentation du document WT/REG132/3.

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

3. Champ d'application

1. Les Parties pourraient-elles expliquer pourquoi il n'existe pas de protocole concernant l'agriculture entre le Liechtenstein et la Croatie?

La Suisse et le Liechtenstein constituent une union douanière en vertu du Traité d'union douanière qu'ils ont conclu le 29 mars 1923. L'arrangement bilatéral conclu entre la Suisse et la Croatie dans le domaine agricole dispose qu'il s'applique également au Liechtenstein aussi longtemps que le Traité reste en vigueur. Par conséquent, l'arrangement bilatéral entre la Suisse et la Croatie s'applique également aux échanges entre le Liechtenstein et la Croatie.

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

8. Dispositions sectorielles

8.1 Agriculture

2. Le protocole concernant l'agriculture entre la Norvège et la Croatie présente à l'annexe 1 les concessions accordées par la Norvège à la Croatie. Nous notons qu'il manque des chapitres entiers du tarif douanier concernant les produits agricoles, dont les chapitres 1, 2, 4, 5, 6, 9, 13, 14, 16, 18 et 19. Dans plusieurs autres chapitres, il manque une grande partie des lignes tarifaires, y compris dans les chapitres 7, 10, 21 et 22. Nous notons en outre que, pour un grand nombre des lignes figurant à l'annexe 1 pour lesquelles des concessions ont été accordées, les tarifs ne sont que légèrement réduits. L'annexe 2, qui présente les concessions accordées par la Croatie à la Norvège, ne contient que 15 lignes tarifaires, dont trois concernent des eaux. Le tarif n'est égal à zéro que pour une ligne. De nombreuses lignes figurant dans ce protocole portent seulement la mention "traitement non moins favorable que celui qui est accordé à la Communauté européenne". Nous vous prions de donner des explications à ce sujet.

./.

Les concessions accordées en vertu du protocole concernant l'agriculture entre la Norvège et la Croatie sont fondées sur le principe des demandes et des offres. Les échanges entre les deux pays concernent un nombre limité de lignes tarifaires. Les importations norvégiennes en provenance de Croatie sont principalement des produits agricoles transformés, des légumes, des vins et des tabacs, pour la plupart desquels la Norvège a accordé à la Croatie des droits réduits ou nuls. Certains de ces produits font en outre l'objet d'une consolidation à zéro dans le cadre de l'OMC. Les produits inclus dans les listes de concessions reflètent les intérêts commerciaux réels au moment de la conclusion de l'accord. Le protocole concernant l'agriculture comporte également une clause de réexamen qui dispose que les Parties au protocole se déclarent prêtes à encourager, sur une base de réciprocité, le développement harmonieux du commerce des produits agricoles. Les Parties réexamineront périodiquement l'évolution de leurs échanges de produits agricoles.

Pour une explication concernant la mention "traitement non moins favorable que celui qui est accordé à la Communauté européenne", veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 4.

3. Dans le protocole concernant l'agriculture entre l'Islande et la Croatie, la liste des concessions accordées par l'Islande à la Croatie comporte sept produits – une part minuscule du tarif agricole. La liste des concessions accordées par la Croatie à l'Islande comporte environ 30 produits, pour beaucoup des produits tropicaux tels que le café, le thé, le maté et les épices. À ces concessions est attachée une prescription d'"obtention entière" au chapitre du protocole concernant les règles d'origine. Le principe de l'"obtention entière" s'applique-t-il aux produits tropicaux en Islande?

La liste des concessions accordées par la Croatie à l'Islande comporte des produits tels que le café, le thé, le maté et les épices. Bien que la règle par produit qui leur est applicable autorise l'utilisation de matières premières issues de toute autre position dans la production, il est vrai que l'ingrédient principal (café, thé, etc.) relèverait toujours de la même position tarifaire que le produit fini et devrait donc être entièrement obtenu. Ces plantes ne poussent pas en Islande.

4. Nous demandons aux Parties de donner par écrit une explication de ce que signifie exactement la mention "traitement non moins favorable que celui qui est accordé à la Communauté européenne" pour chacune des lignes tarifaires qui portent cette mention dans les protocoles bilatéraux dont il est question ici.

Dans les protocoles bilatéraux conclus entre la Croatie et l'Islande et entre la Croatie et la Norvège, la Croatie accorde, pour certains produits relevant des positions tarifaires 2201 à 2203 du SH, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé à la Communauté européenne. Cela signifie que des produits qui sont considérés comme originaires du pays de l'AELE concerné devraient bénéficier des mêmes concessions tarifaires que celles dont bénéficient ces produits, lorsqu'ils sont originaires de l'UE, à leur importation en Croatie.

5. Le texte du protocole bilatéral conclu entre la Suisse et la Croatie n'était pas disponible en anglais sur le site Web de l'AELE. C'est pourquoi nous demandons aux Parties de bien vouloir nous communiquer une traduction afin que nous puissions procéder à une analyse complète de ce texte dans notre capitale.

Le texte anglais du protocole bilatéral entre la Suisse et la Croatie était disponible auprès du Secrétariat de l'OMC; depuis, il a été affiché sur le site Web de l'AELE.
